

Service PRE - Secteur Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 15/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA DE LA VILLE BARBE**

LA VILLE BARBE  
22550 Hénanbihen

Références : RTLLM-2024-11-14-01  
Code AIOT : 0052201328

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SCEA DE LA VILLE BARBE implanté LA VILLE BARBE 22550 Hénanbihen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Conditionnalité des aides PAC- domaine "Environnement"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DE LA VILLE BARBE
- LA VILLE BARBE 22550 Hénanbihen
- Code AIOT : 0052201328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA de la Ville Barbè est une ICPE au régime d'autorisation. Par l'arrêté préfectoral du 16/02/2011 modifié le 06/04/2020, elle est autorisée à produire lieu-dit "la Ville Barbè" à HENANBIHEN un élevage porcin naisseur de 1050 AE et 1250 emplacements de truies.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fertilisation
- IED-MTD
- Planifiée conditionnalité des aides

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Demande d'action corrective	0 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
17	Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2	Demande d'action corrective	0 jour
18	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 06/04/2020, article 1	Sans objet
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
3	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
4	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
5	Capacités de stockage des effluents et stockage au champ	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
6	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
7	Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
8	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
9	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
10	Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
11	Bordereaux entre exploitant et pré-	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	teurs de terres		
12	Période d'épan-dage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2	Sans objet
13	Conditions d'épan-dage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3- a	Sans objet
15	Couverture végétale des sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
16	Réalisation d'analyses de sol	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrôle dans le cadre de la conditionnalité des aides PAC. Des anomalies ont été relevées dans ce cadre.

Au niveau du respect de l'équilibre de la fertilisation azotée, du respect des bandes enherbées et de l'élimination des déchets, les actions correctives doivent être mises en place dans les meilleurs délais.

D'autre part, il a été constaté un dysfonctionnement au niveau de la station de traitement : panne de la centrifugeuse, qui peut avoir des conséquences sur le respect de l'équilibre de fertilisation concernant les paramètres "nitrate" et "phosphore". Ce dysfonctionnement doit être notifié aux services ICPE : un formulaire a été transmis en main propre lors du contrôle. Celui-ci doit être renseigné et transmis dans un délai d'un mois.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/04/2020, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation			
Les dispositions de l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 16 février 2011 sont modifiées comme suit:			
«1. 1.- La SCEA DE LA VILLE BARBE, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «La Ville Barbé » à HENANBIHEN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présentarrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1 050 animaux équivalents (A.E.) et 1 250 emplacements pour les truies.			
(...)			
1.2. 3. - Effectifs autorisés			
Type de production	Animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats,co-chettes saillies) ou production annuelle(porcelets, porcs charcutiers)
Truies, verrats, co-chettes saillies	Maternité : 646 G-V : 3102	1250	1160
Porcelets	960	4800	34000

Quarantaine	90	-	-
<b>Constats : CONFORME.</b> Production année culturale 2023-24 : Moyenne annuelle reproducteurs : 1131 porcelets : 32819 produits quarantaine : 112			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats : CONFORME.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Calcul du 170 kg/SAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
<b>Constats : CONFORME.</b> 2023-2024 : 114,5 UN / ha de SAU (SAU=70,68 ha)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effec-

tuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.

**Constats :** CONFORME.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Capacités de stockage des effluents et stockage au champ**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN

**Prescription contrôlée :**

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

**Constats :** CONFORME.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :** CONFORME.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN

**Prescription contrôlée :**

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'an-

<p>nexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Absence de rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Absence de rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol>

<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Période d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le calendrier d'interdiction d'épandage par culture principale est le suivant : - Cultures dérobées pour effluent Type I : du 01/09 au 31/01* - Cultures dérobées et prairies de moins de six mois implantées en fin d'été ou à l'automne pour effluent Type II : du 01/09 au 31/01 - maïs pour effluent Type I : du 01/05 au 15 janvier inclus, et effluent Type II du 01/07 au 15/03 inclus - prairies implantées depuis plus de six mois (dont prairies permanentes, luzerne) pour effluent Type III du 01/09 au 31/01 - autres cultures (cultures pérennes, vergers, vignes, cultures légumières, et cultures porte-graines) pour effluent Type I du 16/11 au 15/01 inclus et effluent Type II du 01/10 au 15/01 inclus * excepté pour les effluents peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m3) dont l'épandage est autorisé dans la limite de 20 kg d'azote efficace /ha
<b>Constats :</b> CONFORME. Selon le cahier d'épandage 2023-2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Conditions d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3- a
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit : - sur sol non cultivé ; - sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ; - sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écou-



<p>lement et de ruissellement vers les cours d'eau ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;</li> <li>- sur les sols enneigés ; - sur les sols inondés ou détrempés ;</li> <li>- pendant les périodes de fortes pluviosités ;</li> <li>- par aéro-asperion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage.</li> </ul> <p>L'épandage par asperion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.</p>
<b>Constats :</b> <b>CONFORME</b> . Selon le cahier d'épandage 2023-2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>NON CONFORME</b>.</p> <p>Selon les cahiers de fertilisation 2023-2024 :</p> <p>Un îlot en surfertilisation : n°14-1 "BRG Henanbihen" (blé tendre d'hiver).</p> <p>Sur-fertilisation sur les îlots en colza : apports d'azote efficace en automne supérieur à la dose maximale autorisée de 65 UN efficaces par hectare (Programme d'Actions Nationales - arrêté GREN régional).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

**N° 15 : Couverture végétale des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les îlots culturels en ZV doivent présenter une couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses conforme aux prescriptions du programme d'actions en vigueur, c'est-à-dire les prescriptions relatives à la couverture des sols fixées par l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié et par l'arrêté préfectoral régional relatif au programme d'actions régional.</p>
<b>Constats :</b> <b>CONFORME</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Réalisation d'analyses de sol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application du c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, toute personne exploitant plus de 3 ha en ZV est tenue de réaliser, chaque année (i.e. dans le cadre de la</p>

campagne culturelle concernée), une analyse de sol sur au moins un îlot cultural pour une des trois cultures principales exploitées en ZV. Le type d'analyse de sol à réaliser est fixé dans l'arrêté régional fixant le référentiel pour la mise en oeuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée (arrêté référentiel régional).
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 7 Art 3.3 : L'implantation ou le maintien d'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 mètres est obligatoire en bordure de la totalité des cours d'eau permanents ou intermittents, référencés dans les inventaires départementaux partagés et validés, mis en ligne sur les sites internet des services de l'État. Des dispositions particulières sont fixées dans les zones d'actions renforcées selon l'article 71 qui indique : Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres.
<b>Constats :</b> NON-CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

**N° 18 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> NON CONFORME. Panne de la centrifugeuse de la station non notifiée au service ICPE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le formulaire de déclaration d'incident remis en main propre le jour de l'inspection, est à remplir et à transmettre à la DDPP22 service PRE, dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 19 : Elimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> NON CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour